

tiendrons ensemble et nous provoquerons l'admiration de l'univers et conserverons notre amour-propre, ce qui est aussi important que d'être respectés par les autres. Une pièce de vers de J. H. Bengough synthétise les idées que devaient entretenir les habitants de ce pays, et bien que je ne me permette pas souvent de citer des vers, je crois que ceux-ci méritent d'être enregistrés dans le hansard, et je prie la Chambre de me permettre de les réciter. A mon avis, monsieur l'Orateur, ces vers interprètent les sentiments de la population du Canada.

Britannia asks not for tribute,
Our motherland calls for heart;
She looks to see her lion-sons
Playing the Lion's part;
Not pouring in alms the treasure
Of easily piled-up gold,
But giving the treasure of filial breasts
That cannot be bought nor sold.

Millions of dollars ye offer
From the store in your merchant-till,
Bidding her build three dreadnoughts
And settle the shipwright's bill;
Three fighting-machines more powerful
Than ever have left the dock,
And then ye will turn to your traffic,
Leaving your money to talk.

And this is the Loyalty party,
The party of jingo and brag,
That yesterday 'saved the Empire'
In the name of the grand old flag;
'Build! Here's the cash to do it!'
Cry ye, super-devoted sons,
But not a cent for the coaling,
Nor a sailor to man the guns!

'Give each of our proxy dreadnoughts
A famous Canadian name!'
Nay! Spare us, ye charity-mongers,
This added portion of shame;
The free-built Australian squadron
Might meet them on the way;
Think how these names of honour
Would shrivel and blush that day!

But scorn, ye reapers of harvests
Of prairie and forest and sea,
Scorn, ye heapers of riches
In a land that is wide and free,
To add to the home man's burden,
Already so hard to lift,
The weight of a new taxation
Attached to your costly gift.

Britannia asks not for tribute,
In her market money is cheap;
Far more to her and her Empire
Are the hearts that love and leap;
Pay, if you will, for dreadnoughts,
But pay for their up-keep, too,
And pay for cook and commander
And every tar in the crew!

J'ose dire que plusieurs députés de la droite rougissent du présent projet. Ils ont honte à l'idée de prêter des dreadnoughts vides, sans aucunement contribuer à leur entretien, et à l'idée de notre refus de fournir un seul homme. Artemus Ward consentait à envoyer tous les parents de sa femme à la

M. EMMERSON.

guerre civile pendant qu'il resterait à la maison; nous consentons de même à envoyer nos navires à l'Angleterre, pourvu que les Anglais eux-mêmes se battent. N'est-il pas humiliant pour cette jeune nation canadienne de dire que nous jeterons \$35,000,000 dans les coffres publics de la Grande-Bretagne, mais que nous n'enverrons pas un seul homme à son secours? Cependant les membres de la droite nous disent que le besoin est grand.

Quant à l'amendement du député de d'Assiniboia, je ne discuterai pas la question constitutionnelle qui a déjà été habilement traitée, mais je dois dire que le Gouvernement est tenu envers lui-même et envers le pays de remanier la carte électorale.

On me dira peut-être: "Mais s'il y a remaniement, votre propre province va avoir moins de députés"? Quand cela devrait être, je n'en dirais pas moins au Gouvernement: "Soyez justes envers le peuple." J'ai pensé que les pères de la Confédération avaient voulu que la représentation ne fût pas diminuée. Il me semble que les gouvernements passés auraient dû travailler à la solution de cette question; que représentant une province et un comté de l'Est et porté au pouvoir par une très forte majorité, le premier ministre aurait dû, lui aussi, y travailler. S'il entend vraiment s'en occuper, il peut le faire dès maintenant; qu'il nous rende justice, qu'il nous tire de la fausse situation où nous sommes. Que la représentation des provinces ne dépende plus de conditions qui ne devraient pas exister. Que l'inégalité de ces conditions disparaisse, que le remaniement se fasse et qu'il y ait ensuite une élection. Il peut paraître oiseux que j'invite mes amis à soumettre au peuple la question dont il s'agit; mais je dirai que la forte majorité qui a porté le très honorable premier ministre au pouvoir non à cause de la politique navale ou de la réciprocité, mais parce qu'il est survenu, par hasard, un congrès eucharistique et un décret Ne Temere, ne représente pas, de la part du peuple, une autorisation à ignorer la constitution et à dépenser cet argent en dehors du pays. Voici ce que dit le bill:

Sur et à même le fonds du revenu consolidé du Canada, il peut être payé et appliqué une somme n'excédant pas trente-cinq millions de dollars dans le but d'accroître immédiatement les forces navales effectives de l'empire.

Non, le premier ministre n'a pas reçu du peuple un tel mandat. Bien plus, l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, pivot de notre existence, comme dit le député de Calgary, ne lui permet pas d'agir ainsi. Les résolutions de la conférence de Québec, celles qui furent présentées au parlement impérial, et l'Acte de l'Amérique britannique du Nord lui donnent droit de dépenser de l'argent pour la défense navale de notre pays seulement, ce qui, après tout,